

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE



jeudi
6 mai 1976

No 484
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

8 MAI JOURNÉE D'ACTION CONTRE LA REPRESSION

**Pour la libération de Romain Le Gal, d'Albert Teisseyre,
d'Edmond Siméoni, et de tous les détenus politiques**

Samedi prochain doit se tenir une grande journée de mobilisation et d'action contre la répression. Cette répression sauvage de la bourgeoisie capitaliste marque non pas sa force mais tout au contraire sa terreur devant la montée des luttes. Face à elle, cette journée doit être une **RIPOSTE DE MASSE**.

La bourgeoisie sait fort bien sur qui elle frappe. Si aujourd'hui elle emprisonne Romain Le Gal, militant marxiste-léniniste et syndicaliste, en l'inculpant, avec 3 autres, de reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), c'est que lui — comme tous ceux qui subissent cette répression : militants corses, bretons, viticulteurs, immigrés, etc. — est un enfant du peuple, militant infatigable au service de la classe ouvrière et du peuple. De ceux-là la bourgeoisie ne veut surtout

pas. Alors elle frappe Romain Le Gal, Albert Teisseyre, Edmond Siméoni et bien d'autres. C'est pour quoi ces militants de la classe ouvrière doivent être soutenus et défendus par la classe ouvrière, le plus massivement possible. Elle aussi doit frapper un grand coup pour montrer à tous les patrons combien ils sont faibles.

Le meeting qui aura lieu le soir à Paris à la Mutualité aura pour rôle, dans cette journée d'action, d'informer sur la répression de la bourgeoisie et d'expliquer pour-

quoi il y a répression et pourquoi il faut riposter. Aussi il est important pour tous les travailleurs de développer une campagne d'explication et de mobilisation au niveau national et ceci

particulièrement dans les syndicats pour exiger :

- la libération immédiate de Le Gal ;
- la levée de toutes les inculpations ;
- la suppression de la cour de sûreté de l'État ;
- la libération de tous les prisonniers politiques.

Le mouvement étudiant à un tournant

La bourgeoisie n'a pas ménagé ses moyens pour tenter de briser le mouvement des étudiants con-

tre la réforme du second cycle. Une vaste campagne de presse a été engagée afin de faire croire qu'après le 1er Mai les cours allaient reprendre dans les facultés. Mais elle commence à moins chanter victoire. Dans la plupart des facultés en effet, la grève se poursuit. C'est là également un échec pour les révisionnistes de l'UNEF. Se proclamant les «représentants des étudiants», ils sont allés négocier la semaine dernière avec le secrétaire d'État aux Universités, dans le dos des étudiants en lutte. Afin de préparer le terrain à leur appel à la reprise des cours, ils ont voulu faire croire à un recul du gouvernement. Alors que chacun sait que celui-ci n'a nullement décidé l'abrogation de la réforme, ce qui est la revendication des étudiants en lutte. Après avoir appelé à la reprise des cours, les révisionnistes cherchent maintenant à préserver les apparences et dans un communiqué l'UNEF déclare qu'elle «n'a en aucun cas appelé à la reprise des cours». Ces individus croient sans doute que les étudiants ont la mémoire courte.

Mais, pour se développer le mouvement étudiant se

LA MUTINERIE SUR UN NAVIRE SOVIÉTIQUE 50 marins auraient été tués

Le quotidien suédois «Expressen» affirme mardi que l'aviation soviétique a bombardé le 8 novembre un contre-torpilleur doté de missiles nucléaires, dont une partie de l'équipage s'était rebellée, faisant une cinquantaine de morts.

«Expressen» avait déjà fait état de cette mutinerie en janvier dernier sur la foi, indiquait le journal, de témoignages recueillis par des étrangers à Riga auprès de pêcheurs soviétiques.

Le nouvel article qu'il consacre mardi à l'affaire est signé par le spécialiste des affaires soviétiques du quotidien, Alex Militis, qui précise que le quartier général des forces armées suédoises avait suivi le déroulement des opérations entre-

prises par les Soviétiques pour récupérer le navire.

Selon «Expressen», une partie des 250 hommes du navire, le «Storojevoï», qui avait participé à Riga aux cérémonies commémoratives de la Révolution bolchévique, s'est emparé du navire dans la nuit du 7 au 8 novembre et a gagné la haute mer dans le but de se réfugier dans les eaux territoriales suédoises, au lieu de regagner Leningrad, où le navire est habituellement basé.

Des unités de la Marine, notamment des sous-marins, et de l'aviation soviétiques, se sont lancées aussitôt à la poursuite du «Storojevoï» mais l'aviation a bombardé le navire en fuite pour qu'il puisse être arraisonné. Selon le quotidien une cinquantaine de membres de l'équipage du «Storojevoï» ont été tués dans le bombardement. Le navire a ensuite été ramené à Riga où les «meneurs» ont été condamnés à mort et les autres emprisonnés.

Pour étouffer l'affaire, la clique de Brejnev a fait remettre le navire en état dans les délais les plus rapides et l'a envoyé dans d'autres ports soviétiques prendre part à de nombreuses manifestations officielles.

Voilà un exemple de plus qui prouve que tout ne va pas pour le mieux pour les nouveaux capitalistes soviétiques. Ceux-ci, comme tout bourgeois digne de ce nom, répriment sauvagement pour tenter de conserver leurs privilèges.

Combattre la répression de façon offensive

Chaque jour apporte désormais son lot d'actes de répression contre les travailleurs en lutte. C'est ainsi que lundi, le tribunal correctionnel de Quimper a condamné neuf militants CFDT à deux mois de prison avec sursis au titre de la loi «anticasseurs». Les faits remontent au 15 avril 1975.

Par ailleurs, mardi, le ministre du Travail a notifié à 4 délégués de l'usine Paris-Rhône, à Lyon, sa décision d'accepter les demandes de licenciements les concernant. Ceci fait suite aux affrontements ayant eu lieu en novembre dernier entre les travailleurs en grève et des briseurs de grève.

Mardi encore, le Comité d'entreprise de l'usine Bourgogne-Electronique a voté le licenciement d'un délégué CFDT. Plusieurs représentants de la CGT ont voté en faveur du licenciement.

La répression s'exerce également contre d'autres

couches du peuple en lutte, notamment contre les étudiants.

Mardi, la police est intervenue au Centre universitaire Clignancourt pour empêcher les étudiants en grève de tenir une assemblée générale. Après avoir été expulsés les étudiants ont manifesté dans le quartier. La police est à nouveau intervenue, et a procédé à onze interpellations. Des vigiles sont également utilisés pour empêcher par la violence les étudiants de poursuivre la lutte.

(Suite page 3)

Albanie Inauguration du complexe sidérurgique d'Elbasan

Un grand événement vient de marquer la vie de la nouvelle Albanie socialiste : l'inauguration de la mise en exploitation de la chaîne de fonte-coke au Complexe sidérurgique d'Elbasan.

A cette occasion un grand meeting a eu lieu au complexe dans lequel régnait une atmosphère de fête, une atmosphère révolutionnaire.

Bien en vue sur la façade des divers ouvrages avaient été placés des drapeaux rouges, des banderoles et des panneaux saluant le Co-

mité central du Parti du Travail d'Albanie avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, la classe ouvrière héroïque d'Albanie, le 1er Mai, journée de solidarité internationale des travailleurs, et l'invincible amitié révolutionnaire albanino-chinoise.

Au sommet du haut fourneau étaient placés de grands portraits d'Enver Hoxha et de Mao Tsé-toung et une banderole sur laquelle on pouvait lire : «Gloire au marxisme-léninisme».

(Suite page 2)

**MEETING A PARIS
LE 8 MAI A 20 H 30
MUTUALITE salle B**

Cisjordanie occupée

Le président Sadate saisit le Conseil de sécurité

Alors que se multiplient les manifestations arabes dans les territoires occupés par Israël, notamment en Cisjordanie, le président Sadate a demandé lundi la convocation urgente du Conseil de sécurité de l'ONU pour examiner «la politique d'oppression et de terrorisme pratiquée par Israël contre le peuple palestinien, en Cisjordanie et à Gaza.»

Dans la soirée, le représentant de l'Égypte à l'ONU a remis au délégué français, président en exercice du Conseil de sécurité, une communication demandant que cette réunion ait lieu très rapidement et avec la pleine participation de l'OLP au débat.

«La décision du président Sadate de faire appel au Conseil de sécurité est une initiative propre à dévoiler les ambitions israéliennes et les mesures barbares contre le peuple arabe des territoires occupés», a déclaré mardi Saïd Kamal, directeur adjoint du département politique de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) au Caire.

La Révolution palestinienne, a-t-il ajouté, prendra les mesures nécessaires pour coordonner ses efforts avec l'Égypte et les autres États arabes en vue d'assurer plus de soutien des États membres du Conseil de sécurité à la cause arabe.

Gamal El Sourani, représentant de l'OLP au Caire, a, rappelle-t-on, adressé au président Sadate un message de remerciements à la suite de son discours. Le chef de l'État égyptien, dans ce discours, a réaffirmé la représentativité de l'OLP et son appui à la résistance des habitants des territoires occupés par Israël.

En Cisjordanie, grèves et manifestations se développent en plusieurs points. A Naplouse le couvre-feu décrété dimanche est toujours en vigueur. L'armée sioniste a brisé par la force la grève des commerçants arabes, les contraignant à réouvrir leurs

magasins, le fusil dans les côtes.

Le projet de «contre-marche» de protestation des habitants de Ramallah sur Jerusalem a été interdit par les sionistes qui ont dressé des barrages pour empêcher les habitants de quitter la ville. C'est en partie pour protester contre cette interdiction que la Résistance palestinienne a réalisé l'attentat récent au centre de Jerusalem qui a eu lieu le «Jour du souvenir» précédant de 24 heures la «fête nationale» sioniste.

De très nombreuses arrestations ont eu lieu parmi la population arabe à la suite de cet attentat.

Un peu partout dans les territoires occupés, les lycéens continuent de manifester malgré des dizaines d'arrestations effectuées parmi eux.

C'est mardi après-midi que se sont ouverts les travaux du Conseil de sécurité.

L'Égypte avait demandé la participation de l'OLP aux débats du Conseil, avec les mêmes droits que les États membres de l'ONU non-membres du Conseil de sécurité. Le Conseil a décidé par onze voix contre une (États-Unis), avec trois abstentions (France, Grande-Bretagne, Italie) d'inviter l'OLP dans ces conditions.

Le représentant de l'Égypte a demandé au Conseil de «condamner les actes brutaux et illégaux d'Israël dans les territoires occupés» et de «prendre immédiatement des mesures efficaces pour mettre fin à ces violations et faire abroger toutes les mesures prises par les autorités d'occupation dans les territoires occupés».

AFRIQUE DU SUD MESURES DE RENFORCEMENT DE LA REPRESSION

Le gouvernement raciste sud-africain projette d'accorder de nouveaux pouvoirs à la police pour réprimer encore plus les organisations et les personnes considérées comme «dangereuses pour la sécurité nationale ou le maintien de l'ordre public».

Un nouveau projet de loi sera présenté au Parlement sud-africain par le ministre de la Justice, projet qui permettrait d'étendre la législation sur la lutte contre le communisme. Selon ce projet, tout membre de la police pourrait arrêter et détenir pendant sept jours toute personne ayant fait l'objet d'un avis de recherche depuis un an ou plus, et ne disposant pas de garant.

Le projet de loi donne également au ministre de la Justice le pouvoir de déclarer illégaux des organisations mettant en danger «la sécurité de l'État ou le maintien de l'ordre public», ainsi que d'interdire les publications qui viseraient de tels objectifs.

Grève générale en Martinique

Malgré le black-out presque total de la presse nous apprenons qu'un mouvement de grève générale s'étend en Martinique. Pourtant, le secrétaire d'État des «DOM-TOM», Stirn, a fait semblant de lâcher du lest pour apaiser le conflit en annonçant durant le week-end, diverses «mesures destinées à détendre le climat social».

Depuis plus d'une semaine les ordures s'amoncellent dans les rues de Pointe-à-Pitre. Les enseignants, les travailleurs de l'EDF, les employés d'Air-France viennent d'annoncer leur participation au mouvement de grève illimitée qui paralyse déjà une importante partie de l'activité de l'île.

Notre soutien est inconditionnellement acquis à nos frères martiniquais en lutte contre l'exploitation de la bourgeoisie coloniale française.

URSS

Attentat contre le siège du gouvernement géorgien

Une bombe a explosé devant le siège du gouvernement géorgien à Tbilissi, causant de graves dégâts. Cet incident qui marque la colère des habitants de cette république soviétique opprimée par les nouveaux tsars est le plus sérieux d'une longue série commencée il y a deux ans. En 1974 déjà l'incendie de l'opéra de la ville avait été suivi d'une série d'arrestations sans qu'aucun jugement soit jamais intervenu. Depuis des incendies ont frappé divers bâtiments publics comme l'immeuble de la philharmonie, une nouvelle station-service, un centre technique agricole, un cinéma, un laboratoire de recherches agronomiques, un complexe sportif et des bâtiments du marché central. Accusé d'avoir toléré ces phénomènes «antisocialistes» le premier secrétaire du parti avait été limogé en 1972.

La colère des travailleurs s'exprime de plus en plus ouvertement et de plus en plus violemment contre la corruption, le luxe dont s'entoure une minorité de privilégiés tandis que dans les magasins des villes manquent les produits de première nécessité, contre l'exploitation et la répression brutale des minorités nationales et des masses travailleuses. Comme au temps des anciens tsars, l'URSS de Brejnev est redevenue une prison pour les peuples. Leur colère ne fait que commencer à s'exprimer.

Norvège

Les Marxistes-Léninistes dénoncent les préparatifs de guerre soviétiques

Pal Steigan, président du Parti communiste des ouvriers de Norvège (ml), vient de déclarer dans un récent numéro de «Klasse Kampen» organe central du parti :

«Pour l'Union soviétique, la guerre en Angola est un essai, tout comme ce que fut la guerre civile espagnole pour l'Allemagne hitlérienne... «Avant de déclencher une guerre mondiale, les dirigeants soviétiques continuent d'essayer de pousser en avant leurs positions militaires.»

«Répandre l'illusion de paix est une partie des préparatifs de guerre. Sans précédent est leur zèle d'aujourd'hui de parler à profusion de la "paix de notre ère" et de tenir de si nombreuses conférences de la paix et du désarmement. Ça fait penser à la veille des guerres mondiales de 1914 et 1939.»

Se référant à la position norvégienne dans la rivalité entre les deux superpuissances, P. Steigan a indiqué que la Norvège est à la portée des deux superpuissances. L'Union soviétique poursuit une politique de chantage contre la Norvège. En vue de prendre en tenaille l'Europe centrale, elle veut certainement contrôler le territoire de Norvège et ses eaux territoriales», a-t-il conclu.

Albanie : inauguration du complexe sidérurgique d'Elbasan

(Suite de la page 1)

Plusieurs membres du Bureau politique dont le camarade Mehmet Chehu, président du Conseil des ministres étaient venus prendre part à cette grande fête des bâtisseurs du complexe sidérurgique. Les ouvriers, rassemblés dans la cour du Haut fourneau, ont longuement acclamé le parti et le camarade Enver Hoxha pendant que Mehmet Chehu les saluait le poing levé avant de bavarder familièrement avec tous.

Le Complexe d'Elbasan, réalisé avec l'aide internationaliste de la République populaire de Chine est une manifestation très concrète de

l'amitié révolutionnaire, indestructible, qui soude les deux peuples albanais et chinois. Celle-ci était soulignée par la présence de l'ambassadeur de la RPC et de membres de l'Ambassade chinoise.

Au cours d'un chaleureux meeting politique, Palis Miska, membre du Bureau politique du PTA a transmis aux bâtisseurs de ce grand ouvrage les salutations et les vœux les plus cordiaux du Comité central, du Conseil des ministres et ceux, personnels, de Enver Hoxha.

Le chef du groupe des spécialistes chinois collaborant à la réalisation du com-

plexe a adressé aux ouvriers albanais ses salutations chaleureuses, soulignant que la construction du complexe était une expression de l'amitié des deux peuples forgée spécialement par le camarade Enver Hoxha et le président Mao Tsé-toung, et s'engageant, au nom de tous les travailleurs chinois à déployer tous les efforts pour que l'ouvrage soit terminé le plus vite possible.

Puis la chaîne de la fonte et du coke a été solennellement inaugurée et les premiers échantillons de la fonte de fabrication albanaise offertes aux dirigeants présents.

LE CHANT DES SIRENES RUSSES

Ci-dessous, un très intéressant petit dessin, que le journal allemand Roter Morgen (organe central du KPD/ML) a repris d'un autre journal :

Le patron capitaliste ouest-allemand :

(1) «Les Russes arrivent !» (2) «Au secours !»

(3) «Je suis perdu ! Ils approchent !»

Le Russe :

(4) «Paix et amitié» et dans ses bras un gros paquet de «commandes» pour l'économie allemande !



Là où ça se corse, c'est que ce dessin a été publié par l'organe central du Parti révisionniste ouest-allemand... le journal UZ (Unsere Zeit) en date du 12 mars 76 !

Celui-ci se fait ainsi crûment l'interprète de la politique du social-impérialisme envers les pays ouest-européens,

destinée à les enchaîner au char russe.

L'exemple du «patron des patrons» italien, Agnelli, témoigne qu'une fraction des monopoles européens est assez disposée à se laisser séduire par ce chant des sirènes russes.



nouvelles intérieures

Après la visite de Gromyko

La politique de l'autruche du gouvernement français

La politique de l'autruche — qui, dit-on, s'enfonce la tête dans le sable à l'approche du danger — n'a jamais profité à ceux qui la pratiquent. Il semble bien pourtant que ce soit cette politique-là qu'adopte le gouvernement français à l'égard de la menace grandissante que constitue le social-impérialisme russe et ses pressions renouvelées.

Malgré les rebuffades grossières qu'il a essuyées lors de son dernier voyage à Moscou, Giscard avait donc invité Gromyko. Il y a tout lieu d'être inquiet du fait que celui-ci se soit déclaré « extrêmement satisfait » des entretiens qu'il vient d'avoir à Paris.

De ces entretiens, comme il sied aux mystères de la politique bourgeoise, les

masses populaires de notre pays ne sauront pas grand chose. Si ce n'est qu'ils ont été « intensifs » et qu'ils ont porté sur « tous les sujets qui secouent le monde d'aujourd'hui ».

« Les consultations franco-soviétiques revêtent une importance particulière, de l'avis des deux pays, et devront être utilisées comme un instrument efficace de

concertation et d'échanges de vues sur les problèmes de l'actualité internationale et sur les relations bilatérales » déclare le communiqué commun final. Il réaffirme que la France et l'URSS sont « attachées à la politique de détente et déterminées à poursuivre dans cette voie... pour la mise en œuvre totale des dispositions de l'acte final de la Conférence d'Helsinki ». Le communiqué souligne enfin que les deux parties « ont sur de nombreuses questions des points de vue proches et semblables ». Voilà qui ne laisse pas d'être inquiétant ! Car comment « oublier » la politique agressive de l'URSS qui s'arme jusqu'aux dents, masse ses troupes aux frontières de l'Europe, les entraîne ouvertement en vue d'une agression ? Comment « oublier » ses ingérences grossières dans les affaires intérieures de notre pays directement ou par PCF interposé ?

Mais tout cela n'empêche pas Moscou d'en vouloir plus encore. Après avoir rappelé la presse française à l'ordre en lui reprochant de ne pas jouer son rôle d'« éducateur », Gromyko l'a lourdement souligné dans sa conférence de presse finale : pour l'URSS, il ne suffit pas d'être d'accord sur les principes, elle attend Giscard

aux actes. Était visée là la répugnance réaffirmée de la France à la Conférence de Vienne « sur la réduction des forces en Europe centrale », son opposition à restreindre sa force de frappe ; Gromyko toutefois a pris bonne note du soutien français à la proposition soviétique d'une « Conférence mondiale sur le désarmement », dont « La Pravda » s'est publiquement réjouie.

Moscou entend faire de la France son « partenaire occidental privilégié », Giscard ne dit pas non. Une telle politique vise pourtant à couper la France de l'Europe, en particulier en la dressant contre la République fédérale allemande. Voilà qui est difficile à concilier avec l'orientation européenne qu'il affirme.

La « compréhension » du gouvernement français jouant assez bien le jeu de « la détente » orchestrée par Moscou à son seul et exclusif profit, sera rétribuée : le commissaire au plan français vient d'effectuer un séjour en URSS portant sur « certaines questions relatives au développement ultérieur de la coopération économique entre l'URSS et la France ». De fructueux marchés donc en perspective pour les monopoles français.

NOMBREUX ATTENTATS EN CORSE

Au moins onze attentats ont été commis en Corse dans la nuit de mardi à mercredi.

A Bastia c'est la direction de l'Équipement ainsi que la recette perception qui ont été visées.

A Ajaccio, un premier attentat a mis hors d'usage la voiture du secrétaire général de la préfecture. Un autre a touché le bureau de l'Équipement. Les deux autres visaient des entreprises capitalistes appartenant à des « pieds noirs ».

A Sartène, c'est la sous-préfecture qui a été atteinte.

A Corte, un charge explosive a explosé dans le jardin du commandant de la Légion étrangère en Corse.

A Ghisonaccia une station service appartenant à un « pied noir » a été détruite.

Une charge a explosé dans le camp de nudistes de Corsicana.

Il semble clair que la plupart de ces actions marquent la colère grandissante contre l'exploitation et la répression qui sévissent en Corse.

Par ailleurs, le siège de l'« Association des patriotes corses » a été l'objet d'un attentat fasciste.

Le mouvement étudiant à un tournant

(Suite de la p. 1)

A ce sujet, il est d'ores et déjà clair que le mouvement étudiant ne peut rien attendre de positif de la prochaine « coordination étudiante » qui doit avoir lieu jeudi à Lyon. L'UNEF et ses alliés trotskystes y seront en effet présents. Une fois de plus, elle va être l'occasion de manipulations. Le moment est maintenant venu pour le mouvement étudiant de s'organiser en dehors des révisionnistes et trotskystes. Comment pourrait-il être possible de poursuivre la lutte en tolérant la présence de ceux qui la trahissent ouvertement ?

Le deuxième problème est évidemment celui des

examens. Le gouvernement ainsi que les révisionnistes cherchent à l'utiliser pour briser la grève. Ils espèrent que par peur de ne pas avoir leurs examens les étudiants reprendront les cours. Mais d'ores et déjà, dans certaines facultés, les étudiants ont répondu à cela. C'est ainsi qu'à Montpellier ils ont décidé de boycotter les examens. C'est ainsi encore qu'à Vincennes 80 enseignants se sont engagés à délivrer les examens aux étudiants selon une procédure discutée avec eux. Le mouvement étudiant est aujourd'hui à un tournant. Des réponses à ces questions dépendra son avenir immédiat.

Saint-Brieuc

MANIFESTATION DE SOUTIEN AUX CAMARADES DE LORIENT INCULPES



(Photo correspondant HR)

Dernièrement à l'appel du comité de soutien de St-Brieuc aux prisonniers politiques, 150 personnes environ ont manifesté dans la ville en scandant les mots d'ordre suivants :

« Libérons Romain Le Gal », « Libération immédiate de tous les prisonniers politiques », « Non aux tribunaux d'exception », « A bas la répression policière et politique », « Non aux lois fascistes », « Libérons nos camarades ».

Le comité organisait une conférence de presse mardi 4 mai à 17 heures caserne Charner et appelle à une manifestation samedi 15 mai à Lorient avec tous les comités de la région bretonne.

Correspondant HR.

Derrière le mariage Peugeot-Citroën,

Une banque : Lazard

On peut dire que les groupes bancaires français sont des « marieurs professionnels » des sociétés. Ils en tirent d'ailleurs gloire, vantant leur rôle « social ». Certains trouvent même des formules lyriques du genre « nous aidons à la reconstitution du tissu industriel » (Fouchier). Paribas et Suez sont des champions en la matière et s'y sont taillés une solide réputation. Ils ne sont pas les seuls : le groupe Lazard, par exemple, leur fait une sérieuse concurrence. Son intervention n'est pas toujours « officiellement » visible. Mais il suffit d'examiner la longue liste des conseils d'administration où figurent ses principaux dirigeants pour avoir une idée de l'étendue du réseau de liaisons financières ainsi créé. Ainsi, Michel et Pierre David-

Weill, A. Bernheim, associés gérants de Lazard frères, sont dans les conseils d'administration de : Eurofrance, Epargne-Valeur, France-Vie, Immobilière marseillaise, Berthier-Savéco, BSN-Gervais-Danone, Sovac, Chargeurs réunis, Chaussures André, Grands travaux de Marseille, PUK, Rhône-Poulenc... et même Paribas.

Or c'est un autre associé gérant de Lazard frères, J. Guyot qui dirigera Citroën S.A, nouvelle filiale du groupe Peugeot, à l'issue des négociations entre Peugeot et Michelin dans lesquelles il a joué un rôle déterminant. Ancien sous-directeur au ministère des Finances, c'est lui aussi un « cumulaire », puisqu'il est de plus président d'International Investment Associates, vice-président d'Eurafrep, administra-

teur de LMT, d'Eurafrance et de plusieurs sociétés italiennes.

Il est vrai que l'enjeu était de taille : la mainmise sur un groupe automobile qui sera le 1er en France, devant Renault, le No2 en Europe après Volkswagen, le No7 dans le monde...

Il faut que les travailleurs connaissent cette réalité, face à laquelle le mot d'ordre mis en avant par le collectif CFDT-Paribas prend toute sa valeur : « Même groupe, même patron, même politique, même combat ». Dès qu'une lutte éclate dans une des sociétés du groupe, elle doit être publiée, popularisée soutenue dans les autres sociétés. A la guérilla en ordre dispersé doit succéder la bataille au niveau des groupes, moment de la guerre classe contre classe.

COMBATTRE LA REPRESSION DE FAÇON OFFENSIVE

(Suite de la p. 1)

Ce sont là quelques faits qui s'ajoutent à la longue liste des actes de répression commis ces derniers temps

contre les masses en lutte : licenciements, emprisonnements, agressions policières, etc.

Face à cette répression, deux questions se posent : pourquoi prend-elle une ampleur de plus en plus importante ? Comment la combattre ?

Loin d'être une marque de force de la part de la

bourgeoisie, le développement de la répression est au contraire une preuve de faiblesse. Il est la réponse de la réaction au développement des luttes populaires contre le chômage, l'exploitation et l'oppression capitalistes sous toutes leurs formes. Si la répression organisée par la bourgeoisie se renforce c'est fondamentalement parce que les luttes populaires prennent une ampleur de plus en plus grande.

Dans la lutte, il est inévitable que les masses populaires se heurtent à la répression de la bourgeoisie. Elle défend ainsi ses intérêts.

C'est de façon offensive que l'on doit s'opposer à la répression, afin de permettre aux luttes de se développer encore plus.

Quand les travailleurs ont recours par exemple à la séquestration de leurs exploités, répondent par la violence de masse aux agressions policières, la bourgeoisie utilise contre eux la répression. Doivent-ils pour autant renoncer à ces formes d'action ? Non. Face à la répression, on doit proclamer bien haut que les tra-

vailleurs ont raison de séquestrer leurs exploités, que les masses ont raison d'opposer leur violence à celle des exploités.

Face à ceux qui leur imposent le chômage, les bas salaires, les conditions de travail dangereuses, qui sont responsables de la mort de centaines d'ouvriers, qui acculent les petits paysans à la ruine, qui lèchent leurs flics pour défendre leurs intérêts, les masses ont raison de répondre par la violence. S'il faut mettre en échec la répression c'est avant tout pour permettre au mouvement des masses d'aller de l'avant, pour donner confiance aux travailleurs.

En recourant à la répression, la bourgeoisie voudrait créer la peur, amener par exemple les travailleurs à ne plus oser recourir aux séquestrations de patrons, à ne pas résister aux agressions policières. Combattre la répression de façon offensive c'est affirmer que les masses ont raison de lutter contre la bourgeoisie, ont raison également de recourir à des formes illégales de lutte.

La reprise

...de la hausse des prix

La hausse des prix du mois de mars a été officiellement de 1 %. Ceci démontre si besoin en était le caractère mensonger des affirmations du gouvernement selon lesquelles l'inflation se ralentirait. En janvier, elle avait déjà été de 1,1 %. Et on s'attend pour le 15 mai à une hausse du prix des carburants, en particulier de l'essence.

Pour essayer de faire avaler la pillule, Fourcade devait affirmer que « la forte hausse des prix est une des conséquences de la reprise ». Une « reprise » qui pour les travailleurs signifie chômage et vie chère.



Compagnie générale de construction téléphonique (CGCT) à Massy

LA GREVE DES PRESSES

Les travailleurs des Presses 370 sont en lutte depuis maintenant 6 semaines à Massy dans l'Essonne. Les 2 équipes — à plus de 80 % — ont engagé l'action par des débrayages journaliers, de très courte durée mais judicieusement placés pour gêner au maximum la production.

La revendication de 200 F pour tous est valable pour toute la boîte ; ce qui fait que les sections syndicales essaient d'étendre le mouvement, mais pour l'instant seule des réunions d'atelier furent possibles.

La solidarité s'organise : à Massy une collecte a rapporté 5 500 F (chose jamais vue), à la manifestation syndicale du 1er Mai la vente du muguet pour les grévistes leur a rapporté 1 500 F. Le moral des grévistes est élevé.

Soutien à la lutte jusqu'à la victoire.

QUELQUES DONNÉES SUR LA CGCT

Fondée en 1892, la Compagnie générale de Constructions téléphoniques (CGCT) est entrée dès 1925 dans le trust ITT. Tant du point de vue du capital que des effectifs (10 339 salariés en mai 73), elle en est la principale filiale française.

La 2e filiale française d'ITT est LMT qui emploie 8 858 personnes (chiffre de mai 73).

Les principales usines en France : Massy (dans l'Essonne), Boulogne sur Mer (Pas-de-Calais), Longuenesse (Pas-de-Calais) et Rennes.

Le siège social est à Paris.

Griffet (marseille)

Des initiatives prises à la base

Les travailleurs de Griffet sont en lutte depuis 14 mois contre 400 licenciements. Dans notre précédente édition, nous avons retracé les étapes importantes de cette lutte. Quelle est la situation actuelle et les perspectives ?

Tout d'abord au cours de ces longs mois, les travailleurs ont pu voir et distinguer leurs vrais et leurs faux amis. Même plus, ils ont vu que ceux qui se prétendent « le grand parti de la classe ouvrière » (c'est-à-dire les dirigeants du faux parti communiste français) était en fait leur ennemi, qu'ils ne soutenaient pas leur lutte mais venaient parader pour essayer de récupérer leur mouvement pour le compte de leur programme bourgeois. En effet, les actions dures et décidées démocratiquement par l'ensemble des grévistes, qui renouent avec les grandes traditions de lutte de classe, quelquefois passant outre la légalité bourgeoise, ne sont pas du goût de ces bourgeois dits « de gauche ». C'est ainsi

qu'ils se sont mis à attaquer publiquement les « Griffet » dans la « Marseillaise » par l'intermédiaire d'un « responsable » CGT, et à refuser de soutenir les journées portes ouvertes des 1er et 2 mai.

Une première victoire

Finalement les pouvoirs publics ont fini — ces jours derniers — par céder sur un point non négligeable. Les travailleurs vont effectuer des stages de formation rémunérés — de 6 mois à un an — qui s'effectueront à l'intérieur de l'usine ; ce qui fait qu'ils seront toujours ensemble et pourront s'organiser pour gagner ensemble.

comme une fin en soi, ou d'essayer d'en tirer des profits individuels (par exemple essayer d'acquiescer une qualification supérieure, avant toute chose).

Des perspectives

Après ce premier acquis, il est nécessaire de réfléchir à l'avenir. Au cours des débats des 1er et 2 mai, bien des idées ont été échangées. Daniel Lauzié, représentant l'intersyndicale de Griffet, expliquait que « c'est une exigence que ce soit à la base que les décisions soient prises, en assemblée générale, et non imposées par des gens de l'extérieur », parlant ici des

matier la coordination avec les ouvriers d'autres entreprises (idée reprise dans la motion, publiée dans notre dernière édition). Daniel Lauzié a expliqué également qu'il ne suffit pas de faire « une belle manif » parachutée d'en haut et sans lendemain, mais qu'il faut imposer un rapport de force en réalisant « l'unité à la base dans l'action et pour l'action » avec toutes les couches populaires en lutte. C'est ce à quoi précisément s'opposent les dirigeants PCF-CGT et même CFDT, parce qu'ils ont peur que ça débouche sur un grand mouvement de masse qu'ils ne contrôlèrent pas.

Les ouvriers de Caron-Ozanne, en imprimant « Ouest-Licenciements » ont mis leur outil de travail au service du mouvement ouvrier, de ses luttes.

Travailleurs ! des cycles Peugeot (Beaulieu-Mandeure), Câbles de Lyon (Clichy) Desombre, Bourgogne-Electronique..., écrivez leur des articles sur vos luttes, écrivez à ceux de Griffet pour la coordination ! Que les travailleurs en lutte se rencontrent pour discuter de leurs expériences ! Ce sont là quelques moyens qui aideront — par la réciproque — à ouvrir de nouvelles perspectives, pour que les luttes soient victorieuses, pour balayer l'obstacle important que représentent les directions révisionnistes et réformistes.

Lip : c'est reparti comme en 73

L'annonce de la liquidation totale de l'entreprise n'a provoqué aucun étonnement chez les travailleurs qui s'attendaient depuis longtemps à une telle décision. Cependant au climat de préparatifs et de réflexions sur la riposte à opposer s'est substituée l'atmosphère d'activité intense connue en 73, mais sans précipitation et sans illusion sur une issue rapide de la nouvelle bataille engagée.

L'occupation décidée, une manifestation a été organisée hier matin, rassemblant 90 % du personnel dans les rues de Besançon aux cris de « Lip, c'est pas fini ». L'après-midi de mardi était consacré à une diffusion massive de tracts dans la ville et à un meeting à la faculté de Droit de Besançon en grève. Le soir à 20 h 30, un rassemblement à la faculté de Lettres rassemblait des travailleurs d'autres usines avec les Lip et les étudiants en grève pour l'unité d'action contre le chômage dans la région. Dans l'usine même les travailleurs préparent activement les journées portes ouvertes de samedi et dimanche. Cette combativité intacte se nourrit de l'expérience acquise au cours de la grève active de 1973. Aujourd'hui localement et nationalement la situation n'est plus la même, le nombre d'entreprises en lutte dans les mêmes conditions que Lip a considérablement augmenté. Lip, cependant, reste un exemple à bien des égards ; la liquidation de l'entreprise deux ans après la victoire de mars 74 et la réintégration de tout le personnel, apporté à toute la classe ouvrière la démonstration que les victoires revendicatives ne sont que temporaires et toujours remises en

cause, que seul le combat politique pour la destruction du système capitaliste, et l'instauration de la dictature du prolétariat pourra apporter une solution durable et conforme aux intérêts des masses populaires. Cette expérience, les révisionnistes l'ont bien vu et tentent de s'en servir, ils dénoncent les soi-disant illusions réformistes qu'auraient eu les Lip sur Neuschwander (ce qui est absolument faux) pour tenter de faire oublier leur rôle à l'époque où, main dans la main avec Giraud et Messmer, ils déclaraient « Lip c'est fini » et cherchaient à

faire accepter 300 licenciements aux Lip. Aujourd'hui les dirigeants du PCF, tels des parasites insatiables, reviennent à la charge sur Lip et déclarent que seul un changement de politique, c'est-à-dire le remplacement de Giscard-Chirac par Mitterrand-Marchais, apporterait une solution à la crise et à l'emploi chez Lip par la nationalisation. Ce sont là des mystifications que les travailleurs doivent combattre résolument sous peine de retrouver invariablement comme à l'époque les dirigeants traîtres en travers de leur route.



VIVE LA LUTTE de GRIFFET

C'est donc, début mai, une nouvelle étape de la lutte qui commence. Comme les capitalistes n'ont pas pour habitude de faire des cadeaux, et que les dirigeants du PCF et de la CGT ne manqueront pas de mettre des bâtons dans les roues, certains ouvriers sont conscients qu'il faut être vigilant. Il existe en effet le danger de prendre ces stages

organismes syndicaux — Union départementale ou locale — qui lancent des ordres bureaucratiquement, dans le cas de la CGT c'est pour imposer la ligne politique du PCF. Allant dans le même sens d'initiative à la base, il avait lancé l'idée de développer des actions concertées à plusieurs endroits (villes ou entreprises) en même temps, de systé-

Nantes : Euromarché «une nouvelle race de magasins»

La CGT une nouvelle race de syndicat ?

Un récent placard publicitaire vantant les mérites d'Euromarché est paru récemment dans Ouest-France. Outre la démagogie qui consiste à allécher les clients par des slogans du style «vous achetez deux articles, vous en emportez trois» le responsable de ce magasin vante les multiples «avantages» dont il ferait bénéficier son personnel. Entre autres, il souligne l'attitude responsable et compréhensive des dirigeants de la section CGT

de l'établissement. Dans une tirade où il explique avec force louanges les pratiques de collaboration de classe dans lesquelles il entraîne les représentants CGT il déclare :

«Le syndicat de nos employés (affilié à la CGT) demandait un réajustement des salaires, correspondant d'une part à un rattrapage et d'autre part à la compensation trimestrielle d'augmentation du coût de la vie.

Notre direction générale a décidé de procéder immédiatement à cette augmentation générale, alors que le syndicat CGT, dans un esprit raisonnable de négociation acceptait que ce rattrapage fut effectué sur deux ans».

Cette publicité gratuite de la part d'un patron pour l'organisation locale CGT c'est la rançon des conceptions de collaboration de classe impulsées par Ségué et Krasuki. Certains militants qui mettent en pratique

cette ligne de participation active aux intérêts des entreprises capitalistes où ils travaillent reçoivent ainsi la récompense de leur trahison des intérêts des employés. A quand les campagnes d'adhésions à la CGT soutenues par des patrons ? Ces éloges patronaux réservés autrefois à FO ou à la CFT désignait à la haine de classe les dirigeants traîtres et corrompus qu'il faut chasser des syndicats et expulser des mouvements de masse.

Lille LE 8 MAI FETE POPULAIRE A LA CIP

L'unité à la base et dans l'action, les contacts directs entre usines en grève se réalisent de plus en plus fréquemment à l'initiative de comités de grève ou sections syndicales de base. C'est un phénomène extrêmement positif qui prouve les grandes capacités d'initiative et d'organisation de la classe ouvrière ainsi que sa volonté de rejeter le contrôle et la direction des bonzes syndicaux révisionnistes ou réformistes. Après les grévistes de Griffet, de Réhault ou de LIP ce sont ceux de la CIP à Lille qui organisent dans la cour de l'usine le samedi 8 mai une fête populaire à laquelle ils souhaitent rencontrer le plus grand nombre de travailleurs possible.



A la formation professionnelle pour adultes (2)

Bilan de la première coordination nationale

Les revendications avancées dans les différents centres ont été rassemblées en une plate-forme. L'accord a été réalisé sur le fait que la lutte ne devait pas être seulement économique (emploi, salaires...) mais qu'elle devait dénoncer le rôle idéologique de la FPA : faire de nous des ouvriers dociles, soumis à la hiérarchie : qu'il y avait donc un travail important de dénonciation à faire et de luttes à mener en ce domaine.

UNE PLATE-FORME DE LUTTE

Une plate-forme provisoire a été adoptée. Elle n'est pas présentée intégralement ici vu sa longueur (3 pages) et d'autant plus que la discussion doit être poursuivie à la base, dans chaque centre pour l'améliorer. Elle porte principalement sur l'emploi, les salaires, les conditions de vie dans le centre et d'enseignement : 1/ maintien intégral du salaire antérieur ; minimum 2 000 F 2/ emploi

garanti à la fin du stage à la qualification acquise (et suppression du texte de l'UIMM) 3/ suppression pure et simple du règlement intérieur 4/ amélioration générale de l'enseignement (moyens et méthodes) 5/ réintégration immédiate des stagiaires exclus pour «raisons disciplinaires» (St-Etienne du Rouvray, Nîmes...)

Les stagiaires exigent donc d'être considérés comme des travailleurs à part entière : reconnaissance de leurs droits et non de leurs devoirs comme actuellement. Enfin devaient être dénoncées les discriminations envers les stagiaires immigrés, entretenues par les directions, et envers les femmes, écartées de la plupart des stages (entre autres...).

TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS

Des décisions d'action ont été prises pour le courant du mois de mai. Elles devraient permettre de frapper un premier coup, dans l'unité de tous les centres FPA, à la base et dans l'ac-

tion, pour le succès des revendications des stagiaires.

Il est indispensable que d'ici là, le mouvement s'élargisse encore : que les centres non présents à la coordination prennent contact le plus rapidement possible (adresse ci-dessous) et préparent la prochaine coordination qui devrait se tenir à la fin juin (élection de délégués...).

Ce souci de l'unité la plus large sur une base claire a été constant ; trois motions ont été adoptées :

- une, présentée par les stagiaires de Besançon, en soutien à la lutte de Lip

- une, présentée par la section CGT de Meaux, adoptant des justes positions de lutte de classes, en soutien aux grévistes des foyers Sonacotra et envoyée au Comité de coordination

- une, de soutien à la lutte des étudiants-lycéens contre la politique d'enseignement de la bourgeoisie.

En dépit de faiblesses et d'insuffisances qui ne pourront disparaître qu'au cours de réunions à venir où le bilan des luttes menées en commun pourra être fait, le

bilan de cette première coordination nationale semble donc positif. Les stagiaires y ont affirmé leur volonté de garder la direction de leur lutte contre toute récupération de la part des directions révisionnistes, de la mener sur une base de classe sans équivoque, et de promouvoir l'unité la plus large à la base et dans l'action. (ce ne doit pas être la même que celle proposée par la responsable révisionniste de la CGT) Comme en témoignèrent les différentes motions envoyées.

RENFORCONS LE MOUVEMENT D'ORGANISATION DES CENTRES FPA !!!

EN AVANT POUR LA SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS !! DEVELOPPONS LA SOLIDARITE ENTRE TOUTES LES LUTTES !!

Pour tout contact écrire à Gilles BOILLOT chez PICCHI Christian Bât. C5. Résidence Buffon 77100 Meaux

LUTTE AU CENTRE DE FPA DE ST-BRIEUC

Nous sommes une jeune section syndicale CFDT de stagiaires FPA qui n'est pas reconnue par la direction des centres (le droit syndical nous est interdit). En effet, après réflexion nous avons pensé que le syndicat était un bon moyen pour mener la lutte car cela nous permet un soutien extérieur et une popularisation et des moyens matériels (tirage de tracts...), c'est aussi le moyen de nous affirmer en tant que travailleurs à part entière. Notre premier travail a été la distribution d'un tract revendicatif avec un appel aux stagiaires à rejoindre notre section syndicale.

Nous vous écrivons pour vous informer de la lutte qui s'est menée dans la semaine du 20 au 23 avril. Elle s'est déclenchée à la suite d'une sanction prise à l'encontre d'un stagiaire, qui a été mis à pied d'une journée pour être arrivé en retard. Le mouvement commença mercredi midi dans l'atelier du camarade sanctionné. Puis nous sommes passés dans les autres ateliers pour faire débayer les stagiaires.

En milieu d'après-midi 150 grévistes se rassemblaient devant la direction pour imposer le retrait de la sanction. La direction renvoya le débat au vendredi matin, afin de consulter le moniteur qui avait pris la sanction. Les stagiaires décidèrent de poursuivre le mouvement vendredi.

Le vendredi matin, après une manifestation dans le centre, 5 délégués des grévistes furent reçus par la direction en présence de 3 délégués CGT des moniteurs.

Les revendications posées étaient : retrait de la sanction ; indemnisation des heures de grève ; aucune sanction pour fait de grève ; reconnaissance du droit syndical.

La direction et l'ensemble du personnel (syndiqués CGT et CFDT) refusèrent la satisfaction de nos revendications. Les moniteurs CGT nous posèrent un ultimatum en plein accord avec la direction : ou nous reprenions le travail ou tout le personnel se mettait en grève contre nous, ceci afin de dresser les stagiaires non grévistes contre nous. En assemblée générale, nous décidâmes de reprendre le travail, car nous étions minoritaires.

Si pour le moment nous n'avons pas obtenu satisfaction, notre mouvement aura quand même été largement positif, dans la mesure où il aura resserré les liens entre stagiaires immigrés et français. De plus il aura permis aux stagiaires de se rendre compte du rôle d'encadrement et d'embridement social-fasciste des moniteurs CGT. Cela a aussi permis d'épurer les rangs CFDT car l'UL-CFDT de St-Brieuc nous a entièrement soutenus en rejetant la position des moniteurs CFDT, ceux-ci ont déchiré leurs cartes. Ce mouvement montre aussi la trahison des révisionnistes quand ils déclarent que les moniteurs sont des ouvriers comme nous, alors qu'ils se comportent en bons chiens de garde du capitalisme.

Il faut noter que c'était le premier mouvement de grève dans ce centre, et nous dénonçons auprès des stagiaires l'entreprise de récupération des dirigeants CGT sur le mouvement des stagiaires FPA.

Ce mouvement a fait prendre conscience aux stagiaires de leurs conditions d'ouvriers exploités comme leurs camarades à l'usine ou sur les chantiers.

Des marxistes-léninistes et la section syndicale CFDT des stagiaires.

DANS LES FOYERS SONACOTRA

LES REVISIONNISTES DE LA CGT ET LA LUTTE DES RESIDENTS DES FOYERS

à propos d'un document de la Confédération

Depuis le début du mouvement de grève des résidents des foyers Sonacotra de la région parisienne, nous avons eu l'occasion de souligner systématiquement tant les positions politiques que les pratiques des révisionnistes du PCF et de la CGT.

La CGT dont on connaît les liens de subordination qu'elle entretient avec le PCF s'est largement discréditée auprès de nombreux travailleurs immigrés et même français qui ont suivi attentivement ce mouvement. L'opposition à la ligne bourgeoise de la confédération a été telle de la part de la base de certaines de ses sections que la direction a cru bon faire une mise au point pour justifier sa ligne dans un document confédéral du 30 mars 1976.

Dans ce document on peut lire que le Comité de coordination «présente comme une traite la négociation séparée : seule la coordination est habilitée à discuter». La CGT trahira en effet les résidents qui avaient élu des comités de résidents réunis en Comité de coordination qui, seul, avec l'accord de la masse des grévistes, est habilité pour négocier avec les patrons de la Sonacotra.

Non seulement elle ne reconnaît pas le Comité de coordination parce qu'elle ne peut le contrôler, mais elle s'y opposera et tentera par diverses manœuvres et intrigues de briser la grève en imposant la négociation

foyer par foyer sur la base d'une plate-forme faite par eux et non par les grévistes et ne leur apportant pas satisfaction sur l'essentiel. La pratique des révisionnistes s'est développée au niveau des municipalités de la région parisienne contrôlée par eux, ainsi que par la CGT.

Le document confédéral révèle - même indirectement - les intrigues de la CGT opposées aux grévistes et favorables en fin de compte aux patrons de la Sonacotra qui ont sauté sur l'occasion pour rompre les négociations avec le Comité de coordination. On peut lire en effet que «la coordination CGT de la lutte (qui n'a rien à voir avec le Comité de

coordination, note de l'HR) s'imposera très vite dans la Seine Saint-Denis (...). Il s'agit d'établir une plate-forme de revendications, une base d'accord, un «constat». A partir de ce constat pourront se greffer des accords particuliers et meilleurs selon le rapport de force existant dans le foyer, ces différents accords seront signés par le comité de résidents. Ainsi ce document révèle que la direction confédérale de la CGT a organisé parallèlement dans le dos des grévistes une coordination CGT regroupant en réalité des immigrés de certains foyers membres du PCF pour s'infiltrer dans les comités de résidents et faire

CRAINTE DU PERSONNEL POUR L'EMPLOI

Le personnel de la Sonacotra exprime dans une lettre ouverte ses craintes en ce qui concerne l'emploi des 2 400 salariés de la société. Il précise que 45 dossiers sont actuellement en cours d'instruction. Il demande aussi s'il est exact qu'un dossier de 150 salariés a été

pressé pour que ceux-ci négocient au niveau de leur foyer sur la base de la plate-forme élaborée par les révisionnistes. Cette pratique a réussi dans certains foyers notamment celui de St-Denis, le foyer Allende.

Voilà la vérité sur le prétendu soutien de la CGT révélé par un document de la confédération elle-même.

Cela démontre une chose : la direction CGT n'a pas «soutenu faiblement», elle n'a pas soutenu du tout, elle a soutenu ses propres intrigues pour contrôler le mouvement et pour le soumettre aux objectifs politiques du PCF. Pour le moment elle a échoué.

déposé à l'inspection du travail du XV^e arrondissement.

Le texte redoute un blocage des activités de la Sonacotra, en raison notamment d'un arrêt dans la construction «par suspension des décisions de financement». «Depuis 1975, déclarent-ils, aucun nouveau chantier n'a été lancé, alors que suivant la progression, en période d'activité normale, c'est une douzaine de chantiers par semestre qui peuvent être lancés, soit 2 000 à 3 000 lits».

«Le programme d'investissements 1976 comportait au 31 mars 1976 une trentaine de foyers. A ce jour, aucun n'a été financé», poursuivent-ils en ajoutant : «Les 2 400 salariés de notre société prennent chaque jour un peu plus conscience de la menace de licenciement qui plane sur eux».

Ils concluent en demandant que «la lumière soit faite sur la situation grave-ment préoccupante de la Sonacotra».



Dissolution de l'Ordre des médecins

13 médecins devant le tribunal de Toulouse

Treize médecins coupables de non-paiement de leur cotisation à l'Ordre des médecins sont comparus mardi matin devant le tribunal d'instance de Toulouse. En liaison avec le MAJ (Mouvement d'action judiciaire) et un certain nombre d'avocats, ils ont décidé de se défendre eux-mêmes en mettant en place une véritable défense collective, les avocats limitant volontairement leur plaidoirie aux seules questions techniques.

En refusant de verser leur cotisation, les médecins agissent pour obtenir la suppression du Conseil national de l'Ordre des médecins, et l'abolition du système de cotisation obligatoire pour exercer leur profession. La lutte qu'ils mènent s'intègre

dans le cadre du mouvement national de protestation contre l'institution pétaïniste qu'est l'Ordre des médecins, lequel s'entient toujours aujourd'hui à des positions extrêmement réactionnaires concernant notamment l'avortement et la contraception, le conventionnement, le contrôle médical des travailleurs en congé maladie, etc.

A Toulouse, les étudiants en médecine se mobilisent. Le 4 mai ils ont été nombreux à suivre une grève des stages hospitaliers en signe de solidarité avec les médecins qui comparaissent devant le tribunal d'instance. C'est également à titre de soutien qu'ils se sont rassemblés et qu'ils sont partis en manifestation jusqu'au Palais de justice de Toulouse.

Le Mouvement action santé

«NON A LA MEDECNE AU SERVICE DU PATRONAT»

Dans un communiqué rendu public en fin de semaine, le Mouvement action santé (MAS*), qui rassemble les signataires du manifeste demandant l'abrogation de l'Ordre pétaïniste des médecins, déclare :

«Par ses différentes prises de position, l'Ordre des médecins s'est délibérément rangé du côté du patronat, allant même jusqu'à signer des accords avec celui-ci pour mettre en place une politique médicale à son service. L'Ordre a ainsi montré le peu de prix qu'il accorde à la santé des travailleurs.

Plus de 1 500 médecins ont refusé de lui payer leur cotisation, refusant cette juridiction corporatiste et demandant à n'être responsables que devant la population. A l'heure où les travailleurs se battent pour de meilleures conditions de vie et de travail, des médecins dont ni l'honnêteté ni la compétence ne sont contestées ne peuvent exercer leur métier parce qu'ils refusent

une médecine centrée sur le profit.»

En conclusion, le MAS appelle tous les médecins qui rejettent une telle conception de la médecine à manifester concrètement leur solidarité avec les travailleurs qui pâtissent de la politique de la bourgeoisie en matière de santé.

De telles manifestations de soutien de la part des médecins ont déjà eu lieu par le passé. Citons pour mémoire les actions menées par des médecins de la région Rhône-Alpes, lors de l'ouverture à Grenoble d'une antenne Securex — cette officine de capitalistes qui contrôle les ouvriers en arrêt de travail —, et lors de procès contre les pratiques auxquelles se livrait Securex notamment à Caterpillar, dans cette même ville. De même à Lyon, des médecins sont en contact depuis 1972 avec la CFDT de Pennaroya. Ils y ont déjà aidé à plusieurs reprises à impulser une mobilisation importante à propos des maladies pro-

voquées dans cette entreprise par le plomb...

* Mouvement action santé — 32, rue Henri-Batbuisse 75005 Paris.

Le PCF et le contrôle médical patronal

Savez-vous que le maire d'Aulnay-sous-Bois fait contrôler ses employés par un médecin privé lorsqu'ils sont en arrêt de travail ? Certains prétendent même que ce médecin est le gendre du maire.

Et qui est le maire d'Aulnay-sous-Bois ? Monsieur Ballanger, sénateur PCF, président du groupe révisionniste au sénat ! Ce n'est pas n'importe qui !

On voit ainsi ce qu'il en est ici ou là des belles paroles du parti du monsieur Marchais qui salue l'indignation devant les pratiques des patrons et de leur agence Securex...

Un fait parmi tant d'autres qui doit ouvrir les yeux de tous les travailleurs, et en particulier de tous les ouvriers, militant à la base du PCF, sur la véritable nature de classe des dirigeants du PCF. Un défenseur de la classe ouvrière, même dans l'erreur, agirait-il ainsi vis-à-vis des travailleurs en arrêt de maladie ? Non. Il n'y a que les exploités, les patrons, il n'y a que la bourgeoisie pour traiter ainsi la classe ouvrière !

Le Conseil de l'Ordre lance un ultimatum à 17 médecins de Grenoble

A Grenoble, 17 médecins ont été avisés que s'ils n'ont pas payé leur cotisation d'ici le 20 mai, ils seront traduits eux aussi devant le tribunal d'instance. Dans un texte remis récemment à la presse, ces médecins déclarent notamment :

«Nous souhaitons que le corps médical, à travers ses instances collectives, puisse dépasser les préoccupations de sa propre existence pour se tourner vers les grands problèmes de santé de la population.

«... Qu'il ne constitue pas le relais de la politique gouvernementale en matière sanitaire, et que celle-ci ne lui soit pas non plus imposée par le gouvernement...»

Dénonçant ensuite les «conditions de travail, d'habitat, de transport, de nutrition» et «toutes les conditions de vie matérielle et psychologique qui sont à l'origine de la plupart des processus pathologiques», les médecins de Grenoble «plaident aussi pour un véritable droit à la santé par : l'accessibilité de tous aux soins et à la prévention (tiers-payant) ; le déclassement des activités curatives, préventives et des affaires sociales ; l'information sanitaire du public».

Enfin ils demandent que le corps médical «se préoccupe de l'état de l'équipement sanitaire du pays, de l'humanisation des institutions de soins et des conditions de vie et de travail du personnel hospitalier».

Un médecin radié pour 3 ans Manifestation à Paris

Le 28 avril, une cinquantaine de médecins ont tenté de pénétrer au siège du Conseil de l'Ordre, boulevard Lafour-Maubourg à Paris, pour soutenir deux des leurs, Alain Nitemberg et le professeur François Coste, qui devaient comparaître pour défaut de paiement de leur cotisation.

Alain Nitemberg, jugé une première fois par défaut, a été radié pour trois ans, et a fait appel de cette condamnation. Les manifestants ont été rejoulés par la police. Et tandis que le professeur François Coste lisait une déclaration aux membres du Conseil de l'Ordre, Alain Nitemberg, lui, refusait de comparaître sous la pression des flics.

Prisons

EN DETENTION PREVENTIVE DEPUIS 7 MOIS

Le Comité d'action des prisonniers (CAP) a fait état le 3 mai dans un communiqué de la demande de mise en liberté provisoire formulée par Guy Poupaert et de sa demande d'hospitalisation dans un établissement civil.

Guy Poupaert qui a à sa charge deux enfants et ses parents est maintenu en détention préventive depuis sept mois à la prison de Fresnes ! Accusé d'un viol il ne cesse de clamer son innocence. Mais, prévenu, on le maintient sous les

verrous. Et la justice bourgeoise prévoit que cela peut se prolonger aussi longtemps qu'elle le voudra !

Guy Poupaert poursuit depuis 2 mois une grève de la faim et de la soif à l'hôpital de la prison de Fresnes. Après quatre tentatives de suicide, il ne pèse plus actuellement que 41 kg. Pour accélérer le processus de sa mise en liberté provisoire, Guy Poupaert en est réduit à avaler des clous, tout en sachant très bien qu'il est inopérable !

LA CHINE EN MARCHÉ

Après avoir subi pendant des siècles le joug des féodaux et celui des puissances étrangères, le peuple chinois guidé par son Parti communiste a su se libérer.

Aujourd'hui en Chine le peuple construit le socialisme. Dans les transformations sociales qui sont en cours les ouvriers jouent le rôle le plus important. Ils occupent surtout depuis la Révolution culturelle des secteurs nouveaux : les travailleurs sont présents aux comités révolutionnaires des usines (comités élus chargés d'organiser le travail), ils participent à la gestion des entreprises, ils dirigent à la tête des universités la révolution dans l'enseignement, etc.

L'Association des amitiés franco-chinoises* vous invite à assister

Jeudi 6 mai à 16 h 45
au foyer des jeunes travailleurs,
74 rue Albert Dalhème à St Ouen
Métro Mairie de St Ouen

notamment sur les thèmes suivants :

Pourquoi un ingénieur chinois n'a pas un salaire supérieur à celui d'un ouvrier ? Pourquoi les cadres et les techniciens participent-ils régulièrement au travail manuel ? Pourquoi le travail manuel n'est-il pas «au bas de l'échelle» ? Pourquoi n'y a-t-il plus de chômage en Chine ? Pourquoi l'ouvrier chinois n'est plus un rouage de sa machine ? Pourquoi chaque ouvrier peut refuser de travailler sur une machine qu'il juge dangereuse et peut exiger une enquête ? Pourquoi les femmes participent-elles comme les hommes au travail productif et ne sont plus cantonnées dans des travaux dits féminins ?...

EXPOSITION-VENTE : revues, brochures, affiches chinoises.

PROJECTION D'UN MONTAGE-DIAPPOSITIVES SUR LA CHINE (durée 45 mn), commenté par des Français qui ont visité la Chine, dont certains y ont résidé pendant deux ans.

* Association des amitiés franco-chinoises — 32, rue Maurice-Ripoche 75014 Paris. Tel. : 783-67-46.

4 HEURES SUR LA SANTE

Dans le cadre de la lutte contre l'Ordre, les médecins du MAS organisent le 7 mai de 19 à 23 heures à l'AGÉCA, 177, rue de Charonne Paris-11e (métro Alexandre-Dumas), quatre heures sur la santé. Au cours de ce débat public seront abordés la question de l'Ordre des médecins et différents thèmes concernant l'enseignement, les travailleurs hospitaliers, la prévention, etc. Y participeront les professeurs Liot et Minkowski, et les docteurs Clavreul et Mérat. Un film sera projeté au début de la réunion.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

GRENOBLE
Salle des Concerts
LE SAMEDI 8 MAI
de 15 heures à 24 heures
Soirée d'amitié avec
L'ALBANIE SOCIALISTE

Au programme :

15 heures : montage diapos sur la vie quotidienne.
16 heures : film «Le commissaire Lumière».
18 h 30 : montage diapos : Albanie terre d'un peuple libre.
20 h 30 : intervention d'A. Behar secrétaire des AAFA suivie d'un débat et du film «La fille des montagnes».



culturel

Les tares du capitalisme aux USA

Marché noir des nouveaux-nés

La prise de conscience des méfaits du capitalisme peut se faire de différentes manières. Ainsi quand on se demande à quel point le système du profit peut gangréner la société, on dispose de multiples exemples tous plus évidents les uns que les autres. Parmi eux, le cas de la vente clandestine de bébés aux USA. Le pays où règne le dollar — qui «bénéficie» d'une certaine avance sur l'URSS, dans le domaine de l'oppression idéologique du peuple — se caractérise en particulier par une très forte emprise de l'idéologie du profit, de l'intérêt individualiste et réactionnaire, sur de larges couches de la population américaine. Cela montre également à quel point ce système est dégénéré et le développement des luttes d'un nombre toujours plus grand de travailleurs, noirs et blancs, d'étudiants, de femmes, etc. montre bien que l'oncle Sam n'en a plus pour longtemps. Ainsi, même les nouveaux-nés sont l'occasion de faire des profits. Le «marché» est même prospère ! Un enfant vaut, selon qu'il est adopté illégalement ou mis au monde sur commande, 5 000 à 50 000 dollars. Et la liste d'attente est longue.

«Il y a une soif d'enfants incroyable, partout aux États-Unis alors que les bé-

bés à adopter se font rares», explique Charlotte Dearmond, de la «California children's home society». «Il faut attendre trois à cinq ans pour un bébé blanc et neuf mois pour un noir.»



«Le peuple avant les profits» (dessin The Call).

On raconte l'histoire d'une mère californienne qui a échangé son enfant contre une voiture d'occasion, et celle d'un couple qui a payé 50 000 dollars pour un enfant «fait sur mesure», après avoir choisi les parents sur un album de photographies ! On dit même que certains paient des étudiants pour leur signaler

les filles enceintes sur les campus.

Ce commerce est si florissant que la mafia, bien sûr, semble s'intéresser de près à cette «activité». «C'est un racket qui ne peut laisser indifférent le crime organisé», affirme l'avocat adjoint du district de Los Angeles, Richard Mos. Il semble déjà exister, selon lui, une sorte de filière des trafiquants d'enfants, qui leur permet de passer impunément les nouveaux-nés d'un État à l'autre.

Sur un plan strictement légal, les lois sur l'adoption au niveau de l'État comportent des lacunes et des dispositions ambiguës. Cinq États seulement (Connecticut, Delaware, Michigan, Minnesota et Massachusetts) interdisent l'adoption «indépendante», alors que les autres l'autorisent dans l'esprit ou la forme.

Mais en fait le problème n'est pas là. Le principe de l'adoption n'est pas une tare, mais c'est son utilisation, ses motivations et l'idéologie qui anime ceux qui s'en occupent (et bien souvent les parents) dans le régime pourri américain qui provoque cette dégénérescence.

On évalue à 400 000 par an le nombre des naissances illégitimes et, selon le département de la Santé, 120 000 de ces enfants sont mis sur le «marché» de

l'adoption. Mais le plus souvent, ils n'ont pas «du bonne couleurs», ou ils sont trop âgés ou affligés d'anomalies physiques quand ce n'est pas de troubles cérébraux. De manière générale, les candidats à l'adoption veulent un type d'enfant bien déterminé : «blanc, nouveau-né et sain». C'est ainsi que le sort que le capitalisme réserve à la femme, aux parents qui travaillent, à leurs conditions de vie dans la société des patrons, contribue pour une part importante au développement d'une telle tare. Ajoutons à cela que l'idéologie raciste vis-à-vis des noirs américains sévit également dans ce domaine. Il est notoire en outre que certains avocats — comme certains médecins — se font les complices de cet ignoble trafic. Certains présentent une facture de 10 000 à 15 000 dollars alors que la procédure d'adoption coûte en moyenne 200 à 400 dollars.

Cas extrême aux USA — une des 2 «métropoles» du capitalisme — s'il n'a pas une telle envergure dans le régime que nous infligent les capitalistes français, il doit nous montrer à quel point le système capitaliste dans son ensemble doit être abattu impunément.

Cinéma

Premier film américano soviétique

Un monstre est né

Un monstre produit par les 2 superpuissances vient sans doute de naître.

Le premier film américano-soviétique, «L'oiseau bleu», est sorti mardi sur les écrans de Washington. Il a fallu sept ans pour le réaliser. Parmi les vedettes figurent Elizabeth Taylor, Jane Fonda, la danseuse Nadzhe-da Pavlova et l'actrice soviétique Margarita Terekhova.

Les premières discussions sur le film remontent à 1969, lorsque le producteur Edward Lewis signa avec les autorités soviétiques un accord de principe en vue de sa réalisation. Après de très longues négociations, la décision fut enfin prise en 1974.

Le producteur, le directeur et la plupart des vedettes de «L'oiseau bleu» sont américains. Ces derniers ont fourni également le scénario et les caméras. Le reste a été pris en charge par les Soviétiques.

On peut déjà deviner que ce film ne sera pas un film révolutionnaire parlant des luttes du peuple parce que les scénarios américains dans la production cinématographique du capitalisme US, on connaît : on en voit tous les jours à la TV. Cela doit

être la première tare du monstre. En effet, le film, une comédie musicale au budget de plusieurs millions de dollars, relate l'histoire de deux enfants à la recherche de «L'oiseau bleu» du bonheur. C'est clair. Mais la deuxième tare de ce monstre semble être la plus importante. Car, commentant les difficultés du tournage, Jane Fonda avait déclaré avant la sortie du film : «Il ressemble à la détente. Il a entraîné beaucoup de tensions, il a été en péril quelquefois, mais il s'est fait».

Voilà... Les 2 supergrands doivent être contents de leur enfant cinématographique dont ils souhaitent sans aucun doute une carrière d'importateur idéal pour faire croire à l'idée de détente internationale, alors que les armées soviétiques et américaines n'attendent que l'occasion pour s'affronter. Espérons que cette superproduction de superpuissances fera, comme on dit, un «bide» complet.

L'ANGOLA ADMIS A L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Avertissements du représentant chinois

La Chine a accusé l'Union soviétique de «semer délibérément la discorde entre les mouvements de libération» mardi à l'occasion de l'admission de l'Angola à l'Organisation mondiale de la santé.

L'admission de l'Angola, qui porte à 151 le nombre des États membres de l'organisation, a été votée par l'Assemblée mondiale de la santé à sa réunion annuelle à Genève.

Le délégué chinois avait fait savoir qu'il ne participerait pas au vote, en dénonçant «une superpuissance qui abuse du nom du socialisme et qui a délibérément semé la discorde entre les mouvements de libération».

Parmi les pays qui ont brièvement pris la parole pour exprimer leur satisfaction figurent Cuba et l'URSS.

27^e SALON DE LA JEUNE PEINTURE

Depuis le mercredi 28 avril, le 27^e Salon de la Jeune Peinture a ouvert ses portes au Musée du Luxembourg, 19, rue Vaugirard, Paris 6^e. Il se tiendra jusqu'au lundi 21 mai. Tous les jours jusqu'à 18 heures. Entrée 6 F (étudiants 3 F), catalogue en vente à l'intérieur (12 F).

LA LIBERTE EN CHINE

«En 1949, la fondation de la République populaire de Chine marquait la victoire remportée par le peuple chinois, sous la direction du PCC, au terme de nombreuses années de lutte. Après des siècles d'oppression et d'intervention étrangère, le peuple pouvait, dans la Chine nouvelle, prendre ses affaires en main et exercer les droits dont il avait été spolié.

«Dans une société où un homme ne peut plus en exploiter un autre, l'exercice de la liberté est pleinement rendu possible pour chaque homme.

«Les gigantesques travaux de transformation de la nature accomplis par le peuple chinois, permettent une exploitation rationnelle des richesses naturelles dans l'intérêt du peuple. L'édification d'une agriculture toujours plus étendue, et plus prospère, grâce à la collectivisation des terres, donne à

l'homme l'occasion de se libérer des contraintes naturelles, de développer sa puissance créatrice. Mais abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est avant tout instituer des rapports nouveaux entre les hommes. Les luttes contre les préjugés traditionnels, contre le mépris du travail manuel, contre l'oppression de la femme, développent le droit de chacun à contribuer à "l'édification du socialisme en Chine".

La lutte contre la division du travail manuel et intellectuel permet à l'homme de développer ses facultés, pour être à la fois théoricien et praticien. L'ouverture de l'enseignement aux ouvriers et aux paysans, la participation des jeunes diplômés, montrent concrètement la volonté des Chinois de rompre avec cette division ancienne de la société.

«Les nouveaux rapports entre les dirigeants et la masse du peuple sont aussi

marqués par le développement de la liberté. Le droit de critiquer les dirigeants qui exercent mal leur travail est reconnu par la Constitution (comme le droit de grève). La pratique très répandue des journaux muraux permet l'expression la plus large des opinions, les discussions, la remise en cause des décisions...

«Dans la Chine socialiste, se crée un homme nouveau, qui peut exercer sa liberté à tous les niveaux. Les dirigeants ne sont plus des bureaucraties intouchables ni les intellectuels des mandarins méprisant les travailleurs. Mais il faut lutter aussi pour empêcher un retour en arrière. Les nombreux mouvements engagés par le peuple chinois, sous la direction du PCC visent à approfondir la révolution sur la voie d'une société sans exploitation.»

Comité Jussieu des Amitiés franco-chinoises

Conférence-débat avec Jean Cardonnel

VENDREDI 7 MAI A 12 H 15

Paris : Faculté de Jussieu Amphi 24

La division internationale du travail selon Brejnev



La Palestine démocratique, espoir des communautés juives d'Israël

La lutte du peuple palestinien pour retrouver son droit à sa propre patrie, prend une nouvelle ampleur dans les territoires occupés par les sionistes. Elle contribue aussi puissamment à la prise de conscience dans des couches de plus en plus larges des communautés juives en Israël que le sionisme, loin d'être leur planche de salut est au contraire leur pire ennemi.

Dans ce sens, nous publions ci-dessous de larges extraits d'un document publié en 1975 par une juive libanaise antisioniste.

Un regard rétrospectif sur la manière dont les diverses communautés juives ont vécu sur le terrain ces 27 ans d'existence de l'État d'Israël est nécessaire. Entretien dans une psychose paranoïaque vis-à-vis de l'extérieur, tout en formant la charpente d'une société militariste d'occupation et d'agression avec des moyens technologiques et destructifs hautement développés, elles participent à cinq guerres d'agression contre le peuple palestinien et les peuples arabes limitrophes. Arrivées dans les années 50, les communautés arabo-juives participent aux trois dernières : 56, 67, 73.

Au niveau social, la culture qui prédomine, même «traduite» en langue hébraïque, est celle de la classe dominante ; à savoir les sionistes d'Europe : plusieurs séances au parlement, surtout aux moments chauds et houleux se déroulent carrément en yiddish, les orateurs étant trop enflammés pour respecter la règle de parler la nouvelle langue d'Israël, l'inexistence majeure de non-yiddishiens résolvant toute retenue. Les sionistes de la Russie tsariste et de Pologne avaient pris la direction du mouvement sioniste quelques années après sa naissance et l'ont gardée jusqu'à présent en Israël ; ce monopole de près de 75 ans leur a permis de consolider l'hégémonie des juifs russes et polonais sur le terrain, et constituer la caste la plus privilégiée de la société sioniste. Les juifs allemands, arrivés plus tard, munis d'une grande avance scientifique, n'ont pu s'emparer du leadership politique, mais ont réussi à dominer beaucoup de secteurs dans la vie économique et culturelle. Un troisième clan occasionnel de juifs venus d'autres pays européens mène une lutte sourde qui s'ajoute à celle qui a lieu entre les deux premiers. Si les intrigues entre les diverses castes sionistes européennes se mettent en sourdine lorsqu'ils affrontent le peuple palestinien, ce même bloc se retrouve aligné face à l'arrivée massive des «juifs orientaux», ce «lot» du tiers monde importé sur commande. Les communautés arabo-juives, qui forment aujourd'hui plus de 63 % de la population juive en Palestine, sont réprimées dans leur langue et leur style de vie, dans leurs mœurs et leur mentalité, entraînées dans un processus systématique d'annihilation de soi : un ethnocide est donc entamé, en sus du génocide du peuple palestinien.

Au niveau économique, les «juifs orientaux» sont pratiquement dans la misère : d'après des estimations officielles faites en 1970, 70 % d'entre eux vivent dans des logements insalubres, 80 % des jeunes sont au chômage dont 70 % de délinquants, les prisons en sont pleines à 96 % ; «en Israël, les universités sont pleines d'Occidentaux, et les prisons d'Orientaux», en effet, 5 % d'Orientaux sortent diplômés de l'université.

Imbus de la supériorité de leur «peuple juif», les sionistes européens au pouvoir considèrent ces communautés orientales comme une tache honteuse sur leur corps d'élite. Derechef, le mépris sera de règle : politique d'étouffement raciste continu, de perpétuation et dégradation du niveau de vie social et économique.

Transplantées là pour remplacer la main-d'œuvre palestinienne chassée de sa patrie,

les communautés juives orientales subissent un système économique en crise quasi permanente dans un «État» sioniste dont la nature et la fonction exigent l'écrasement de toute démocratie réelle, avec une militarisation forcée et coûteuse, et le prix d'une technologie hautement développée au service de l'oppression et de l'agression, qui appellent inéluctablement la révolte et la résistance contre lui, et de là sa destruction.

DÉBUTS DE PRISE DE CONSCIENCE CHEZ LA JEUNESSE ASCHKÉNAZE

Des débats à l'intérieur de divers partis et organisations sionistes «socialistes» israéliens, liés à la situation de guerre et d'impasse dans les perspectives du sionisme, entraînent une partie de cette gauche à poser radicalement le problème et à désigner le sionisme comme principal responsable et agent de la subversion impérialo-réactionnaire dans la région. Divers regroupements se forment : leur analyse cependant reste limitée à une attitude négative par rapport au sionisme, mais coupée des forces principales travaillant à sa destruction, et ceci suite à une analyse incomplète des perspectives positives liées concrètement à la réalité, à la dynamique de la lutte et aux objectifs de la Révolution palestinienne ; ainsi le débat à l'intérieur de cette gauche se trouve encerclé par ses propres limites, et se perd un bon moment dans des analyses sans débouchés pratiques et concrets : en effet, rien n'est plus éloigné des problèmes concrets que la question de savoir si «les caractéristiques nationales» du peuple palestinien se sont développées au début du vingtième siècle ou au cours des récentes années ; s'il existe des «caractéristiques nationales» d'un «peuple israélien» ou d'un «peuple hébreu» etc., la seule vraie question est politique : où se trouvent les forces populaires opprimées et révoltées, et où se trouvent les forces d'oppression et de répression ? Ceci posé, le choix est clair, et des groupes le posent. En conséquence, ils situent le débat à son véritable niveau, dirigé vers la force principale en lutte contre le sionisme : la Révolution palestinienne. La rapidité avec laquelle réagira le pouvoir sioniste pour réprimer cette alternative positive ébauchée au niveau pratique, démontre le danger effectif qu'elle représente pour lui, et par là, la juste appréciation et la teneur de la lutte engagée contre lui.

Les jeunes juifs aujourd'hui incarcérés pour insoumission, ainsi que ceux qui purgent des peines de dizaines d'années de prison, parce qu'ils ont entamé leur combat avec la Révolution palestinienne, contre le sionisme et pour la Palestine démocratique, tels Ehoud Adiv, Cohen, Vered et leurs compagnons, nous amènent à voir en eux la voie de l'avenir, qui se bâtit dès aujourd'hui...

L'IMPULSION DES PANTHÈRES NOIRES

Les frictions entre les communautés juives orientales et le pouvoir sioniste



Intervention d'une militante arabe juive antisioniste au meeting de la JCMLF sur la Palestine à Paris le 16 avril 1976.

«blanc» surgissent violemment dès les premières années de leur arrivée...

En majorité originaires des pays arabes, les communautés juives orientales y avaient vécu en tant qu'arabes d'appartenance religieuse et communautaire juive, jusqu'à ce que l'intervention sioniste, en alliance avec le colonialisme européen et la réaction arabe, les ait séparé idéologiquement et politiquement de leur peuple, les transplantant après en Israël et mettant ainsi leur appartenance communautaire juive en avant, aux dépens de leur appartenance nationale arabe...

Nés en 1970 dans les quartiers miséreux des juifs orientaux de Jérusalem, les Panthères Noires ont déclenché un mouvement de masse qui découvre et recouvre progressivement et dans la lutte, son appartenance nationale et son appartenance de classe, et trace sa ligne politique en conséquence.

Cinq années de crises et de luttes ont aiguisé l'antagonisme entre la masse des juifs orientaux et le système sioniste oppresseur, et approfondi leur compréhension politique du rôle qui leur était dévolu : chair à canon dans les guerres «offensives» ou «défensives» d'Israël, main-d'œuvre à bon marché dans le meilleur des cas, paupérisation et lumpénisation systématique le plus généralement, dégradation de leur vie économique, sociale et culturelle, allant jusqu'à l'ethnocide, mépris et racisme ; tout cela au profit de la communauté juive «blanche» minoritaire au pouvoir, et des nouveaux immigrants russes et occidentaux dont elle entend se faire renforcer...

La prise de conscience des juifs orientaux par rapport à la guerre fera un pas en avant avec la guerre d'Octobre 73...

A partir de la lutte armée du peuple palestinien, les juifs orientaux et les Panthères Noires prennent conscience d'une manière aiguë de leur situation : un simple coup d'œil sur la carte, au niveau de la disposition géographique de la population orientale, la situe clairement dans la zone tampon qui subira en premier les opérations armées contre Israël.

Ainsi l'apprentissage de ce que représente le sionisme pour le peuple palestinien, les juifs orientaux le feront avec leur sang ; ce qui entraîne les Panthères à faire cette déclaration en 1975, lors d'une conférence de presse à Paris, à savoir que le pouvoir israélien empêche toute possibilité de dialogue autre que celui du feu avec les Palestiniens... ainsi, ce «grand ghetto» échafaudé par le sionisme se trouve-t-il en demeure de briser ses propres structures, et ceci par la prise de conscience des juifs qu'il y a installés, suite à la résistance acharnée des Palestiniens qu'il a expulsés.

Larguant progressivement les amarres avec leurs ennemis de classe, et rompant de plus en plus radicalement le cercle vicieux où le système sioniste entend les enfermer, les Panthères Noires et les juifs orientaux devront s'orienter nécessairement vers des perspectives et des alliances nouvelles, avec le reste des opprimés de la région, s'inscrivant nécessairement vers des perspectives et des alliances nouvelles, avec le reste des opprimés de la région, s'inscrivant par là dans la dynamique révolutionnaire de la lutte des peuples arabes pour la libération nationale et sociale, avec au premier rang, le peuple palestinien combattant.

L'Histoire démontrera qu'il n'y a pas d'autre alternative ; il s'agira donc de se donner les moyens pour choisir l'unique voie juste, et l'unique recours pour leur survie, l'autre voie ne leur offrant de plus en plus clairement que l'obligation de s'écraser devant le sionisme et d'en être manipulé jusqu'à l'épuisement, dans des guerres fratricides qui ne peuvent les mener qu'à la débâcle. Or la Révolution palestinienne ne laissera passer aucune occasion, mais bien au contraire développera ses capacités dans ce domaine, à savoir d'explicitier ses objectifs démocratiques à tous les opprimés ; il appartenait aux révolutionnaires arabes et juifs d'assumer leur responsabilité en Palestine occupée pour orienter les mouvements de masses vers la voie juste de l'unité et de la victoire contre l'ennemi sioniste : tous leurs efforts et leur lutte convergent dans ce sens.